



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/881
S/1999/336
25 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 10 de l'ordre du jour
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 25 mars 1999, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du
Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) en date du 24 mars 1999 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au
titre du point 10 de l'ordre du jour intitulé "Rapport du Secrétaire général sur
l'activité de l'Organisation", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Volodymyr YEL'CHENKO

ANNEXE

Déclaration du Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) en date
du 24 mars 1999 concernant les actes d'agression commis par
l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie

Le 23 mars 1999, les responsables de l'OTAN ont pris la décision, sans avoir été mandatés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, de lancer une opération militaire contre l'un des États Membres de l'Organisation, la République fédérale de Yougoslavie.

Le Parlement ukrainien considère que les actes de l'OTAN constituent une agression contre un État souverain et risquent de dégénérer en un conflit militaire de grande envergure.

En prenant cette décision, l'OTAN a violé non seulement de manière flagrante les principes de l'Organisation des Nations Unies et les normes éthiques universellement reconnues, mais aussi ses propres documents fondamentaux, selon lesquels les opérations militaires de l'Alliance ont pour seul et unique objectif et de garantir la sécurité de ses États membres.

Conscient du grave danger que présentent ces événements, le Parlement ukrainien :

Souligne que le problème du Kosovo ne peut et ne doit être réglé que par la voie politique et par la négociation, sur la base des règles universellement reconnues du droit international;

Engage toutes les parties au conflit à prendre toutes les mesures nécessaires pour relancer le processus de paix en vue de parvenir à un règlement mutuellement acceptable du problème du Kosovo;

Demande aux responsables de l'OTAN et aux États-Unis d'Amérique de cesser d'avoir recours à la force militaire pour trouver une solution au problème du Kosovo, problème interne à la République fédérale de Yougoslavie;

Exhorte la communauté internationale à faire tout son possible pour mettre un terme aux tentatives de l'OTAN visant à faire usage de la force dans les Balkans;

Lance un appel aux parlements et aux gouvernements européens pour empêcher les opérations militaires de l'OTAN en Yougoslavie et parviennent, par leur action commune, à un règlement pacifique du problème du Kosovo;

Demande instamment au Conseil de sécurité de l'ONU d'examiner de toute urgence la situation créée par la décision de l'OTAN concernant la République fédérale de Yougoslavie.
